

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 16 novembre 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2022

Partie nominative

BRANGEON Recyclage

Plateforme de compostage de St Rémy en Mauges

à Montrevault sur Evre

ZA du Cormier - 4 rue Chevreul
BP 80411
49300 Cholet

Affaire suivie par : TESSIER Marie-Dominique

Téléphone : 02 41 33 52 73

Courriel : marie-dominique.tessier@developpement-durable.gouv.fr

Références : EC-2022-481-INSP-BRANGEON RECYCLAGE-St Rémy en Mauges-RAP

Code AIOT : 0006302271

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/11/2022 de l'établissement BRANGEON Recyclage implanté au lieu-dit "Les Epinettes" à Saint Rémy en Mauges 49110 MONTREVAULT SUR EVRE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

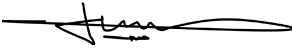
Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :



- Mme TESSIER Marie-Dominique, Unité inter-départementale Anjou Maine, UIDAM-Economie circulaire, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- M. Wilfried FASSINO, chargé de mission environnement
M. LARONCHE, responsable du site

Le courriel d'échange avec l'administration est wiefried.fassinou@brangeon.fr.

Rédacteur

L'inspectrice de l'environnement TESSIER Marie-Dominique

Vérificateur	Approbateur
	
L'inspectrice de L'environnement Karine GOÏC	Par délégation L'adjointe au chef du pôle Economie Circulaire Btissame LUZET

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 07/11/2022 de l'établissement BRANGEON Recyclage implanté Les Epinettes Saint Rémy en Mauges 49110 MONTREVAULT SUR EVRE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Situation administrative - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2012 article : 2
- nom : Projet de modifications 2022 - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017 article : R.181-46
- nom : dossier de réexamen IED - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013 article : R.515-71 à R.515-73
- nom : Conclusions sur les MTD - Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018 article : MTD1
- nom : Installation IED - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013 article : R.515-59
- nom : Exploitation - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008 article : 13

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 16 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGEON Recyclage

Plateforme de compostage de St Rémy en Mauges

à MONTREVAULT SUR EVRE

ZA du Cormier - 4 rue Chevreul
BP 80411
49300 Cholet

Référence : EC-2022-481-INSP-BRANGEON RECYCLAGE-St Rémy en Mauges-RAP
Code AIOT : 0006302271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement BRANGEON Recyclage implanté au lieu-dit "Les Epinettes" à Saint Rémy en Mauges 49110 MONTREVAULT SUR EVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON Recyclage
- Les Epinettes Saint Rémy en Mauges 49110 MONTREVAULT SUR EVRE
- Code AIOT : 0006302271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

Les activités de l'établissement BRANGEON RECYCLAGE à St Rémy en Mauges - MONTREVAULT SUR EVRE sont le compostage de déchets de toutes catégories pour une quantité globale de matières traitées de 70 tonnes/jour en moyenne annuelle.

Autorisé par arrêté préfectoral du 23 décembre 1999 modifié le 18 janvier 2012 pour une capacité

globale de traitement de 25 000 tonnes, l'établissement a réceptionné environ 20 500 tonnes de déchets en 2021 pour traitement en compostage.

Le nombre d'employés sur la plateforme de compostage est de deux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative et demande d'antériorité IED
- le dossier de modifications des installations d'octobre 2022 (augmentation de la capacité de traitement annuel, extension de la liste des déchets admis, dossier de réexamen IED)
- les contrôles réglementaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	AP Complémentaire du 18/01/2012, article 2	/	Sans objet
2	Projet de modifications 2022	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-46	/	Sans objet
3	dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-71 à R.515-73	/	Sans objet
4	Conclusions sur les MTD	Décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD1	/	Sans objet
5	Installation IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-59	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 8.3	/	Sans objet
7	Contrôle des installations	Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site était bien tenu et propre. Les thèmes de la visite d'inspection étaient la situation administrative, les modifications apportées aux installations et les contrôles réglementaires.

L'inspection des ICPE a relevé six écarts que l'exploitant s'est engagé à prendre en compte :

- Ecart relatif au contenu du dossier de porter à connaissance des modifications de la plateforme de compostage d'octobre 2022 :

- transmettre au préfet et à l'inspection des ICPE un exemplaire du dossier complété avec les éléments ci-dessous dans un délai de trois mois :
- compléter la demande d'augmentation de la capacité de traitement annuel au regard de l'article R.181.46- 1 du CE permettant de qualifier la substantialité ou non du projet ;
- compléter le dossier de réexamen IED ;
- mettre en place un plan de gestion des odeurs et du bruit ;
- justifier de l'absence de soumission au rapport de base.

- limitation de la hauteur des déchets à 3 mètres dans un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2012, article 2
Thème(s) : Situation administrative, tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le classement des activités est le suivant: 2714.1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ : Déchets de bois non traités : 1000 m ³ - régime A 2780 : Installations de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation : 1.a Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30t/j : 70 t/j* - régime A 2.a Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets végétaux ou des effluents d'élevages ou des matières stercoraires. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20t/j : 45 t/j* - régime A 3. Compostage d'autres déchets ou stabilisation biologique 45 t/j* régime A *La capacité totale de traitement est limitée à 70 t/j. 2171 : Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôts étant supérieur à 200 m ³ Quantité stockée 5000 t soit 7200 m ³ - régime D
Constats : Suivant les modifications de la nomenclature portant sur le secteur des déchets et la note de la DGRP d'explication de la nomenclature ICPE des installations de traitement de déchets version du 27 avril 2022, il apparait que les installations sont classées dans les rubriques suivantes : - 3532 -Valorisation de déchets non dangereux par traitement biologique , régime de l'Autorisation- la capacité maximale de matières traitées est de 200 t/j ; - 2780-3.a - Compostage de déchets non dangereux , régime de l'Autorisation - la quantité de matières traitées est de 200 t/j ; - 2714-1 - transit de déchets de bois, régime de l'Enregistrement - le volume de déchets de bois entreposé est de 1000 m ³ . L'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE le 19 octobre 2022 un dossier comprenant une mise à jour du tableau de classement et une demande d'antériorité pour la rubrique IED 3532. L'inspection des IPCE demande à l'exploitant de transmettre au préfet un exemplaire du dossier complété en tenant compte des points de contrôle ci-dessous dans un délai de 3 mois. Le dossier complété sera également transmis à l'inspection des ICPE dans le même délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Projet de modifications 2022

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-46
Thème(s) : Autre, Modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »</p> <p>.../...</p>
<p>Constats :</p> <p>Par envoi du 19 octobre 2022 à l'inspection des ICPE, l'exploitant a transmis un dossier à connaissance de modifications des installations qui annule les dossiers précédemment transmis en 2019 et 2020. Les projets consistent en :</p> <ul style="list-style-type: none">- une augmentation de la capacité de traitement annuelle en compostage de 5000 t (passage de 25 000 t/an à 30 000 t/an). Le dossier précise qu'il s'agit d'une modification non substantielle, la capacité de traitement journalière (200 t/j) n'étant pas modifiée. <p>Toutefois, les éléments apportés ne sont pas suffisants pour juger si la modification est substantielle ou non, il convient que l'exploitant effectue la démarche selon les critères de l'article R181-46-I. Une mise à jour des impacts et des risques doit être complétée en justifiant qu'il n'y a pas d'impact ni de risques supplémentaires dans ce projet. Par exemple, l'impact sur le trafic routier n'est pas étudié, et l'origine géographique des déchets n'est pas précisée.</p> <ul style="list-style-type: none">- une modification de la liste des sous produits animaux (SPA) admis en compostage. Le dossier précise qu'une demande d'extension de l'agrément sanitaire actuel relative à tous les sous produits animaux de catégorie 2 et 3 admis en compostage est en cours d'étude à la DDPP. <p>L'inspection des ICPE informe l'exploitant que la demande de modifications de la liste des déchets admis est conditionnée à l'obtention de l'agrément sanitaire correspondant. Des précisions doivent être apportées sur l'impact odeurs du à la présence de sous produits animaux.</p> <ul style="list-style-type: none">- en accord avec l'exploitant, la transmission au préfet du dossier de mise à jour du plan d'épandage fera l'objet d'un envoi séparé. <p>Il convient de compléter le dossier de modification des installations dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-71 à R.515-73
Thème(s) : Risques chroniques, dossier de réexamen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p> <p>.../...</p> <p>Le dossier de réexamen comporte :</p> <p>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;</p> <p>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</p> <p>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</p> <p>.../...</p> <p>« I. Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un dossier de réexamen IED le 19 octobre 2022 : l'installation de valorisation de déchets non dangereux par traitement biologique est visée par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets.</p> <p>L'installation de compostage est concernée par les conclusions générales sur les MTD génériques (MTD 1 à 24) et sur les MTD traitement biologique (MTD 33 à 39).</p> <p>Le périmètre IED est constitué des installations visées par une rubrique 3000 et des installations ou équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'y rapportant directement ; - exploités sur le même site ; - liés techniquement à ces installations ; - et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. <p>Le présent périmètre IED correspond aux installations de compostage et ses équipements liés : la voirie, la zone de lavage des camion, le bassin de décantation et les lagunes c'est-à-dire à la totalité du site.</p> <p>Le dossier de réexamen IED transmis ne précise pas le périmètre IED du site. Il convient que l'exploitant définisse le périmètre IED dans la partie "Analyse de la conformité IED". Un plan de délimitation du périmètre IED peut être utilement joint au dossier.</p> <p>Le dossier contient une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles. Toutefois, l'inventaire des effluents aqueux et des effluents gazeux n'est pas complet (MTD 3). La portée et la nature de l'inventaire sont fonction de l'installation (préciser qu'il n'y a aucun rejet d'effluents aqueux autorisés, rejets gazeux ?) Il convient d'apporter des</p>

<p>précisions concernant les MTD6 ET MTD7 sur la gestion des effluents (recyclage pour l'arrosage des andains, rejets dans le milieu naturel, uniquement utilisés en plan d'épandage,...). Les NEA-MTD et la surveillance ne s'appliquent pas s'il n'y a aucun rejet d'effluents aqueux dans le milieu.</p> <p>L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de transmettre des compléments au dossier de réexamen sur les points ci-dessus d'ici 3 mois.</p> <p>Depuis la parution des conclusions sur les MTD du BREF WT, les MTD spécifiques à la méthanisation et au compostage ont été incluses dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/04/08 pour les installations de compostage soumises à autorisation (arrêté du 27 mai 2021). Une revue de conformité à l'AMPG du 22/04/08 modifié a été réalisée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conclusions sur les MTD

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD1
Thème(s) : Autre, Système de management Environnemental (SME)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>.../...</p> <p>XIV. plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12);</p> <p>XV. plan de gestion du bruit et des vibrations (voir la MTD 17).</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux évolutions de la nomenclature et des critères de classement dans les rubriques déchets de la nomenclature des ICPE, l'installation de compostage est soumise à autorisation au titre de la rubrique 3532. Les installations relevant des rubriques 3000 sont visées par la directive IED 2010/75/UE.</p> <p>Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF WT) sont parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018. Un dossier de réexamen dont l'objet est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale doit être fourni.</p> <p>Le dossier précise que le Systeme de Management Environnemental (SME) est à compléter par un plan de gestion des odeurs (MTD 12) et un plan de gestion du bruit (MTD 17).</p> <p>L'exploitant indique que des actions sont mises en place relatives à la gestion des odeurs avec notamment une réunion publique une fois par an avec les riverains et la prise en compte systématique des signalements de nuisances olfactives (3 appels de voisinage au cours de l'année 2022) et à la gestion du bruit avec la mise en place de réducteurs de bruit aux feux de recul des engins de travail. Des mesures de bruit dans l'environnement sont réalisées régulièrement, les résultats de la dernière campagne de juin 2020 sont conformes à la réglementation.</p> <p>Toutefois, les procédures ne sont pas formalisées dans des plans de gestion. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de les mettre en place dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-59
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes en application de l'article « R. 181-13 » comportent également : .../... I. Des compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles présentant : .../...</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.</p>
<p>Constats : Le dossier transmis indique que le site n'est pas soumis à la réalisation d'un rapport de base. Toutefois, il convient que l'exploitant joigne des documents justifiant que l'installation de compostage n'est pas soumise au rapport de base suivant le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED version 2.2 dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens de défense contre l'incendie adaptés aux risques présentés par les installations (extincteurs, poteaux d'incendie, RIA,...). Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement. Leurs emplacements sont signalés et leur accès maintenus libre en permanence.
Constats : L'exploitant dispose d'une nouvelle réserve d'eau incendie souple de 120 m ³ en cours de réception par les services de secours et d'incendie. Les extincteurs sont contrôlés régulièrement, le dernier contrôle par Multiprotec date de janvier 2022. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de tenir à sa disposition le procès verbal de réception de la réserve d'incendie par le service départemental d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et les équipements font l'objet de contrôles dont la nature et les échéances sont fonction des réglementations applicables et des prescriptions imposées au titre du présent arrêté...
Constats : Les installations électriques sont contrôlées régulièrement. Le dernier contrôle a été réalisé par SOCOTEC le 10 octobre 2022. Aucune observation n'était notée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, déroulement du procédé de compostage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
Constats : Le compost produit est criblé. Lors de la visite d'inspection, l'activité de criblage était en cours. Les refus de crible sont entreposés sur le site avant d'être réintégrés dans un andain pour compostage. Il a été constaté que la hauteur du tas de refus de crible était d'environ 6 mètres. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de s'assurer que la hauteur des déchets pour compostage ne dépasse pas 3 mètres. Il convient de ramener le tas de refus de crible à 3 mètres de hauteur dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet